

B P W

6^{ème} édition française de l'Equal Pay DAY

Lundi 7 avril 2014



« Les femmes dans les métiers du Commerce et leur place dans les Conseils d'administration du secteur »

SOMMAIRE

- 1. Les Membres de la Fédération Femmes Administrateurs**
- 2. Les défis de la Fédération Femmes Administrateurs**
- 3. Edito de la Présidente Agnès Bricard**

Associations Membres de la Fédération

I. Membres historiques

1. **Association Femmes AAA+ (Avocates)**
présidée par Brigitte Longuet.
 2. **Association Française des Femmes Juristes**
présidée par Mary Daphné Fishelson.
 3. **Association des Femmes Diplômées
d'Expertise Comptable Administrateurs,**
présidée par Françoise Berthon et Marie-Ange Andrieux.
 4. **Association des Femmes Huissiers de Justice,**
présidée par Astrid Desagneaux.
- Femmes libérales
-
5. **Association Administration Moderne**
présidée par Anne-Marie HELLEISEN.
- Femmes du monde public
(Enarques)

II. Membres observateurs

6. **Association CEFEC**
présidée par Agnès Chauveau.
- Femmes Commerce de France
7. **Association Femmes Ingénieurs et Scientifiques**
présidée par Aline Aubertin
- Femmes Ingénieurs
8. **Association Femmes Chefs d'Entreprises**
présidée par Eva Escandon
- Femmes Chefs d'Entreprises



www.federation-femmes-administrateurs.com

Les défis de la Fédération

La Fédération des Femmes Administrateurs a pour objectif de rassembler les compétences féminines dans leur diversité afin de rompre avec la politique de la chaise vide lorsqu'il s'agit de trouver des femmes compétentes.

La Fédération souhaite développer un véritable SAV des lois sur la parité (1) afin de substituer au modèle actuel, caractérisé par un système de recrutement par cooptation, un modèle ouvert fondé sur une parité positive en vue de professionnaliser le statut d'administrateur.

Ces défis, la Fédération des Femmes Administrateur pourra les relever en mettant en œuvre plusieurs actions concrètes :

1/ Rendre les candidates plus visibles notamment :

- par différents moyens de communication,
- sur le site du ministère des droits des femmes, en créant un point d'entrée unique pour consulter la liste des femmes compétentes à partir des fichiers des associations membres de la Fédération ;

2/ Faire apparaître les spécificités des compétences féminines pour pourvoir les postes de femmes administrateurs conformément aux objectifs fixés par les lois de parité (2) ;

3/ Professionnaliser le statut d'administrateur avec notamment la prise en compte d'unités de formation afin que femmes et hommes aient un niveau équivalent ;

4/ Accompagner les participantes qui le souhaitent (partenariat formation avec l'IFA et l'ESSEC, mentoring, témoignages, conférences) ;

5/Faire le lien avec les parties prenantes chargées du recrutement pour promouvoir les compétences des femmes (cabinets de chasseurs de tête) : Charte de mixité des bonnes pratiques.

(1) Loi Copé / Zimmermann (27 janvier 2011), Loi Sauvadet (12 mars 2012).

(2) Le seuil est fixé à 40 % de femmes administrateur en 2016 (Loi Copé Zimmermann) et en 2017 pour le secteur public (Loi Sauvadet).

Le mot de la Présidente



Portable : 06.61.64.57.00
Email : agnes.bricard@orange.fr

ADMINISTRATEUR AU FÉMININ : MODE D'EMPLOI

Pour inscrire votre CV en tant que candidate à des mandats d'administratrices

➤ **1^{er} étape :**

Inscrivez-vous auprès des Associations fondatrices de la Fédération Femmes Administrateurs

<http://www.federation-femmes-administrateurs.com/>

➤ **2^{ème} étape :**

Inscrivez-vous sur le site du Ministère des Droits des Femmes
www.administratrices.femmes.gouv.fr

En fixant des objectifs de parité au sein des conseils d'administration des grandes entreprises et dans le secteur public, la loi Zimmermann du 27 janvier 2011 puis la loi Sauvadet du 12 mars 2012 ont également donné les clés pour apporter des réponses concrètes aux besoins de modernisation de la gouvernance des entreprises et de professionnalisation du statut d'administrateur.

Depuis plus d'un an, la Fédération des Femmes Administrateur s'est engagée dans la valorisation de la mixité mais surtout dans la diversité des profils des femmes candidates à des mandats d'administrateurs. Au sein même de la Fédération, les femmes du monde public, avec « Administration moderne », côtoient celles de la sphère privée avec les femmes libérales.

Les talents du secteur public doivent intégrer les conseils d'administration des entreprises et réciproquement les talents du secteur privé doivent rejoindre les instances qui administrent les trois versants de la fonction publique (Etat, collectivités territoriales et hôpitaux) pour garantir compétitivité et développement de toutes ces entités.

La diversification du profil d'administrateur est indispensable à sa professionnalisation. Le profil de l'administrateur juriste ou financier ne peut répondre à lui seul à l'ensemble des attentes. En accueillant les femmes chefs d'entreprises, comme l'a souhaité Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, les femmes ingénieurs ainsi que les femmes du secteur du commerce en qualité de membres observateurs, la Fédération s'est clairement engagée dans cette voie de diversification.

Pour poursuivre cette progression vers une représentation équilibrée au sein des conseils d'administration et garantir la variété des profils, **il est nécessaire de donner une visibilité réelle aux nouveaux profils d'administrateurs.** La création du site www.administratrices.femmes.gouv.fr par le **ministère des droits des femmes répond à ce besoin de visibilité** tout en donnant une dimension sociétale à cet enjeu de la représentativité des femmes dans les organes de direction des entités privées et publiques. Le site femmes administratrices n'a pas vocation à devenir une bourse aux mandats, ni un forum de recrutement mais simplement **un espace où les femmes candidates pourront s'informer, préparer un CV, prendre contact avec l'un des réseaux féminins partenaires afin de confronter leurs compétences aux attentes du marché.**

Il s'agit désormais d'encourager, d'accompagner, de former, de révéler tous ces talents féminins. L'objectif de 5000 CV (curriculum vitae) pour répondre à un besoin estimés entre 550 et 1350 postes de femmes administrateurs selon le rapport d'activité de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances de l'Assemblée Nationale de 2009, pour atteindre l'objectif de 40%. Cet objectif pourrait paraître trop ambitieux mais il est indispensable pour tenir compte de l'évolution du pourcentage de représentativité au cours des prochaines années et ainsi créer une véritable émulation. A titre d'exemple, les sociétés du SBF 120 comptaient 357 mandats attribués à des femmes sur les 1500 mandats d'administrateurs en 2013, soit près de 24% des mandats d'administrateurs. Seules trois sociétés sur les 120 qui composent l'indice ne font siéger aucune femme. Ces chiffres sont encore plus satisfaisants pour les sociétés du CAC 40, dans lesquelles siègent toutes au moins une femme. D'ailleurs, sur les 572 mandats d'administrateurs, 151 ont été attribués à une femme soit 26,4% des mandats. Concernant les paliers de la loi Copé-Zimmermann, 5% des sociétés du SBF 120 et du CAC 40 font siéger au moins 40% de femmes et deux sur trois sociétés du SBF 120 ainsi que trois sur quatre sociétés du CAC 40 font siéger au moins 20% de femmes dans leur conseil d'administration en 2013. **Le processus est donc bien en marche et doit être encouragé.**

Ainsi, des structures de formation, proposées par l'IFA, le Women Be European Board Ready Essec et Sciences Po, **disposent de tous les moyens nécessaires pour répondre aux besoins de formation et d'accompagnement souhaités par les administratrices comme par les administrateurs.** Il s'agira donc bien à travers ces formations de professionnaliser le statut d'administrateur et non pas de mettre en place des modules de formation spécifiques aux femmes. **De son côté, la Fédération contribuera également à sa manière en proposant une veille continue des pratiques, des actions originales et spécialisées** de coaching, de jeux de rôles intégrant des comédiens ou des cabinets de gouvernance et autres services nécessaires.

Cette démarche d'ouverture fait partie de l'ADN de la Fédération des Femmes Administrateur, qui est la garantie du succès de cet enjeu sociétal visant à professionnaliser le statut d'Administrateur au service de la modernisation, de la croissance et d'une meilleure gouvernance des entreprises.

Intervention Agnès Bricard

Fédération Femmes Administrateurs

11 bis, rue d'Edimbourg ● 75008 PARIS ● Tél 01 44 69 06 06 ● Fax 01 44 69 06 90
www.federation-femmes-administrateurs.com